

Les formes d'économie sociale (les coopératives) peuvent-elles servir de modèle ? Très certainement, mais le problème va au-delà du simple problème de la propriété juridique. Si le système alternatif est indiscutablement contractuel et de type coopératif, il implique aussi une définition de la notion de service à rendre et de ce qu'est exactement l'utilité sociale.

Il s'agira de bien distinguer ce qui mérite d'être développé et ce qui ne le mérite pas. Les TUC ne sont actuellement qu'une forme extrêmement appauvrie de la même idée. Il faut encore informer le public et former les formateurs.

Aujourd'hui, nos dirigeants désorientés par la crise et l'impuissance du volontarisme étatique cherchent le salut vers la nouvelle alliance moderniste, celle des mutations technologiques et de l'esprit d'entreprise. Ce faisant, ils donnent libre cours aux vieux démons du social-sadisme ("le renard libre dans le poulailler libre") alors même que la montée du saint-simonisme ("L'Etat bouclier de l'entreprise industrielle") crispe le social-corporatisme des laissés-pour-compte d'une solidarité en crise.

Pourtant, il existe une troisième alliance possible, pour une troisième gauche qui peut offrir une alternative à l'ensemble de la gauche, et qui s'est affirmée avec tant de force en mai 1968 : l'alliance de l'autonomie, de l'initiative ("prenons nos affaires en main !") et de la solidarité, la remise en cause des divisions économiques et sociales, et des hiérarchies qui structurent les rapports de pouvoir et d'oppression.

Le succès de la "marche des Beurs" auprès de la Jeunesse, la sympathie qu'elle a suscitée dans la gauche traditionnelle montrent la permanence, la possible résurgence de ce courant. Elle seule donnera un sens à un progrès technique et économique, qui de maître de nos vies en deviendra serviteur.

(Alain Gérard.)

Vous propose

Pour vos stages

Séminaires, journées d'étude

Séjours sportifs, détente

Remise en forme, gastronomie

Deux équipements de qualité

LE 'RELAIS DU BOIS PERCHE' à ASPET

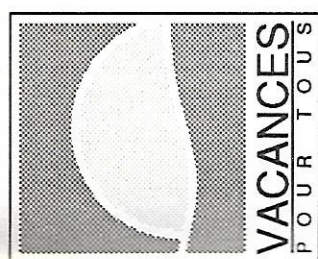
L'HOTEL DE BASTARD à LECTOURE

CONSULTEZ-NOUS

Tarifs et Devis sur demande

VACANCES POUR TOUS
31, Rue des Amidonniers
31000 TOULOUSE

Tél : 61 23 45 45



productivité. Chez ces mêmes patrons japonais ceci s'organise au sein des entreprises sous forme de compétition individuelle. Cela résoud certes la perte d'efficacité du Taylorisme mais transforme la société civile dans son ensemble en une course éperdue à la réussite individuelle à tout prix et au fayotage organisé.

La nouvelle conception proposée n'est acceptable que si elle s'accompagne d'un vaste effort de solidarité. Elle devrait donc se mettre en place par une négociation collective avec les travailleurs. La diminution du temps de travail permettra un épanouissement de l'individu, des rapports plus riches dans la société et un nouveau projet de temps libre. Il n'y aura pas de travailleurs inventifs et créatifs s'ils ne le sont pas aussi dans le loisir.

Ceci cependant ne suffira pas à absorber tout le chômage et à remédier à l'insuffisance de création d'emplois. Le système devra assurer la création d'un champ de travaux dans un secteur alternatif à développer, qui serait dispensé de charges sociales mais néanmoins organisé. En d'autres termes, au lieu que certains bénéficient d'un emploi à temps plein et d'autres d'aucun emploi du tout, il faudra que chacun bénéficie d'un emploi à temps relativement réduit mais aussi d'un temps libre, lui permettant de s'épanouir, un secteur spécial étant dédié à des tâches qui, à l'heure actuelle, ne sont assumées par personne ou le sont "au noir", avec toutes les risques et les injustices que cela comporte.

Parmi ces tâches, qui s'offriraient ainsi en complément des secteurs traditionnels de travail, on peut énumérer: toutes les tâches de réparations, de maintenance, d'écologie urbaine et rurale, la recherche des économies d'énergie, les soins à apporter aux personnes âgées, la lutte contre la pollution, la rénovation des habitats sociaux devenus délabrés avec le temps, etc. Il s'agit donc de développer un secteur auto-géré (mais néanmoins protégé) de travaux d'utilité sociale, et d'établir un nouveau type de rapports sociaux.

Il y a un risque que ces situations alternatives ne finissent par devenir une forme dévalorisée d'emplois et n'aient pour résultat que de consolider une formation duale de la société, avec les nantis pourvu d'un emploi sérieux d'un côté et ceux qui seraient cantonnés à un rôle de "bouche trous" de l'autre. Il faut donc des garde-fous, il faut trouver des règles pour que le développement de ce secteur alternatif engendre réellement des rapports sociaux différents du secteur privé actuel, sans quoi on aboutirait à l'organisation d'une nouvelle forme de domesticité ou de sous-prolétariat.

Pour aboutir à une réelle réappropriation par les travailleurs de leurs propres activités, il faudra mettre au point des prototypes de rapports sociaux valables pour toute la société et pas seulement pour quelques-uns. Ces nouvelles règles devront être mise au point collectivement sous forme contractuelle. L'ancien secteur se battra pour conserver son hégémonie. Il conviendra de s'engouffrer dans les moindres failles.

Un certain protectionnisme ne devra pas faire peur. Il ne faut pas se cacher que certains des pays qui jouent le jeu de la concurrence de la façon la plus dure à l'échelon international sont en même temps les plus protectionnistes en ce qui concerne leur propre marché intérieur (exemple: le Japon). Mais l'on ne peut jouer à la fois le libre échange et la défense d'une politique nationale. De nouvelles règles du commerce international prenant en considération des éléments sociaux peuvent amener en fait une certaine forme de protectionnisme, mais qui ne serait nullement néfaste.

Dans cette recherche de la mobilisation de l'intelligence des travailleurs au-delà de la productivité elle-même le problème de la formation se posera indiscutablement. Il ne sera cependant nullement suffisant et un plan de formation à lui seul ne mettra pas un terme à la crise.

Ce fut une erreur du Gouvernement de la Gauche de faire de la formation à court terme une panacée. Face à la dépréciation du travail qualifié, il faudra reconstituer une nouvelle couche de travailleurs qualifiés dont la formation serait évidemment d'un tout autre type que celle que l'on assure pour l'instant aux techniciens de l'informatique et de la robotique. 60% des produits qui sont actuellement sur le marché n'y seront plus dans quinze ans et le processus de fabrication en aura donc également disparu. Toute formation à court terme basée sur le rendement immédiat dans le cadre du marché tel qu'il existe au moment présent est un leurre.

Ce nouveau type d'organisation et de formation peut-il passer par l'entreprise traditionnelle? L'entreprise n'est pas la forme spontanée de toute production. Elle est faite pour faire du profit et non pour résoudre le mal-être des salariés. Les nouveaux métiers et les nouvelles formations sont à inventer et à mettre en place tout de suite et en même temps que la formation traditionnelle.

La formation alternative naîtra à travers et par l'innovation elle-même, dans la mesure où celle-ci sera encouragée (et si elle est protégée par les garde-fous qui éviteront les dérapages néfastes).

prospères. Ce système a bien marché pendant de longues années. Puis vers la fin des années 60, il s'est progressivement déréglé. Il s'est déréglé à deux niveaux :

1 - Dans le déroulement du modèle de développement lui-même, au niveau de l'expansion et du travail des salariés, l'absence d'intérêt pour les tâchesaylorisées provoquèrent l'absentéisme, le sabotage, etc ... (ce qui devait aboutir à la crise de Mai 68). Il y eut alors tendance à remplacer les travailleurs par des machines, mais comme cela coute cher, il y eut baisse du taux de profit, ce qui provoqua une grande crise du profit, déjà avant le premier choc pétrolier. L'investissement se ralentit de ce fait, ce qui amena une situation d'inflation accompagnée de chômage. La crise du Fordisme n'est pas directement une crise de superproduction, comme celle de 1930. C'est au contraire, à l'origine, une crise de rentabilité. D'où une crise de l'investissement, et une tendance à remettre en cause le niveau atteint par le salaire direct. Cette pesée sur la demande finale engendre alors (mais par contrecoup seulement) le mécanisme de la spirale dépressive: croissance du chômage, baisse de la demande, baisse des embauches et de l'investissement ... La crise de l'énergie est certes un élément qui a aggravé cette crise générale mais il n'en est pas la cause principale. Le pétrole a baissé après 1984, jusqu'à se trouver proportionnellement moins cher que dans les années 1950, et la crise n'en a nullement été solutionnée pour autant.

2 - Par ailleurs, un facteur extérieur au modèle lui-même va avoir un effet profond: l'internationalisation des marchés et de l'économie. Le marché intérieur, tant au niveau production qu'au niveau consommation, a subi la concurrence de plus en plus forte d'autres pays dont les conditions économiques étaient tout à fait différentes, et surtout les coûts de production plus bas, ce qui vint renforcer encore la tendance à diminuer le pouvoir d'achat.

Face à ce phénomène global qu'elle doit affronter à sa prise de pouvoir, la gauche commence par tenter de réamorcer la pompe en augmentant le pouvoir d'achat (relèvement du SMIC). Les travailleurs effectivement se sont mis à consommer davantage, mais pas au profit de la production intérieure: seulement au profit des importations, tout simplement parce que les marchandises étrangères étaient moins chères, et parce qu'elles savaient plus rapidement s'organiser pour répondre à la demande nouvelle.

La surévaluation du franc par rapport aux autres monnaies venait encore accentuer cet état de choses. Dès lors, un déficit commercial considérable s'instaura, amenant une situation de plus en plus inquiétante.

Le Gouvernement de Gauche a tenu avec son premier programme pendant dix huit mois, ensuite il lui a bien fallu réviser ses conceptions. Il y avait deux possibilités: soit enrayer le déficit par une diminution du pouvoir d'achat dans le maintien de la situation générale de libre échange (mais avec une dévaluation du franc, des réformes fiscales, etc ...) soit maintenir le pouvoir d'achat mais renforcer par des mesures étatiques le contrôle du commerce extérieur et instaurer un certain protectionnisme.

La première solution a été choisie dans la crainte, sans doute, que l'autoritarisme de la seconde n'aboutisse, à terme, à un contrôle des individus et à l'instauration d'une société hyper-réglementariste (premier pas vers le goulag ...). Le résultat de cette politique est encore manifeste sous nos yeux: baisse du pouvoir d'achat, mécontentement des salariés et des travailleurs, chômage, etc ...

Le modèle productiviste libéral proposé ensuite aux français en 1986 n'était pas plus satisfaisant. En fait il laissait chacun se développer tout seul et prônait une exploitation des capacités prétendues mirifiques de la libre entreprise. Ce système signifie la guerre de tous contre tous et un véritable éclatement de la société. Les chefs d'entreprise y conservent toute l'initiative et tout le pouvoir de conception de la production, mais avec de moins en moins de garde-fous et de protection sociale, ce qui a pour résultat que la masse des travailleurs devient de plus en plus flottante et de moins en moins protégée.

Le projet alternatif ici proposé et qui s'oppose à ces deux types de solution serait essentiellement basé sur deux grands principes. En premier lieu, il implique une nouvelle réglementation du commerce international. En effet, il est impossible de prôner une nouvelle répartition du temps de travail et de recommander trente cinq heures par semaine en France si la production française se trouve en concurrence directe avec celle de pays comme la Corée où le temps de travail hebdomadaire est de soixante cinq heures avec des salaires trois à quatre fois inférieurs. Il y aurait lieu de mettre en place une réglementation interdisant la concurrence internationale à coup de bas salaires, soit encore en d'autres termes d'instaurer un droit social international. Ce nouvel espace international pourrait commencer par s'instaurer au sein de l'Europe. C'est de toute façon une affaire de diplomatie.

Mais cela ne serait pas suffisant car la crise du travail débouche sur une crise du concept même de l'Etat providence. Il faut aussi attaquer le modèle de production Fordiste et la conception Tayloriste du travail. C'est l'avis même de certains patrons japonais, pourtant peu suspects de gauchisme, et d'un certain patronat éclairé, qui misent sur une mobilisation des capacités créatrices des travailleurs pour augmenter la

Sortir de la crise ?

Alain LIPIETZ

Sortir de la crise ? La question se pose d'une part par rapport aux expériences de la Gauche (en France notamment) et d'autre part par rapport aux tentatives productivistes, dans la ligne droite des tentatives pourtant peu fructueuses des Etats-Unis ou de la Grande Bretagne (notamment le Gouvernement Chirac de 1986).

La Gauche est arrivée au pouvoir, en 1981, avec un programme qui avait une crise de retard. Elle s'était formée dans la Résistance et dans les efforts de modernisation de la France de la Libération et s'était ralliée à l'idée ambiante, qui était partagée par Mendès-France et une partie des Gaullistes, que le progrès technique et la modernisation de la production amènerait ipso facto le progrès social et l'augmentation du pouvoir d'achat, sous le contrôle du pouvoir étatique comme arbitre de l'intérêt collectif. Cette conception, qui devait aboutir à ce que l'on a appelé "la société de consommation", a été la base de l'établissement d'une sorte de circuit sans fin par lequel la production engendre la consommation qui engendre à nouveau la production ...

Ce système a des origines lointaines dans les techniques mises au point par certains capitalistes pour sortir de la crise de 1929 : pour permettre à la production de se maintenir en expansion, ceux-ci recommandaient de faire monter le niveau de vie et le pouvoir d'achat des salariés qui en devenaient ipso facto les consommateurs. C'est ce qu'on a appelé le "Fordisme" (du nom d'Henri Ford, le fabricant d'automobiles, qui fût l'un des premiers à prôner ce concept). Ce système s'accompagnait d'un éclatement du travail de conception (exclusivement confié à des bureaux d'étude et à des technocrates) et du travail d'exécution, progressivement dénué de tout intérêt humain par les principes du Taylorisme.

Le caractère fastidieux et abrutissant des tâches d'Exécution trouvait sa compensation dans la hausse du niveau de vie des masses salariées qui voyaient s'ouvrir devant elles l'accès au logement et à toute une série de confort matériels. Les conflits sociaux étaient réglés par accord d'arbitrage entre le patronat et des syndicats-

